



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

**Arrêté n° PCICP2024346-0001**

Arrêté préfectoral complémentaire relatif au respect des prescriptions réglementaires applicables  
aux installations de la société ACCURIDE implantées sur le territoire de la commune  
de LA CHAPELLE-SAINT-LUC

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article  
R 511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de  
l'Aube ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** les arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées  
relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°1510, 2565, 2921 et 2940 de la  
nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013189-0009 du 2 juillet 2013 autorisant la société  
ACCURIDE à exploiter des installations d'entrepôt, de travail mécanique des métaux, de traitement de  
surface, d'installations de refroidissement et d'application de vernis, peinture, colle, etc. ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014154-0002 du 3 juin 2014 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 20150009-0013 du 9 janvier 2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° DDT\_SG\_2016106\_0001 du 15 avril 2016 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2023332-0003 du 28 novembre 2023 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2024316-0001 du 11 novembre 2024 portant délégation de signature à  
M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 8 octobre 2024, établi à la suite de la visite  
d'inspection au sein de l'établissement le 16 mai 2024 ;

**VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté complémentaire, porté à la  
connaissance de l'exploitant le 17 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que la nomenclature des installations classées d'une part, et les activités de la société ACCURIDE d'autre part ont évolué depuis la prise de l'arrêté préfectoral n° 2013189\_0009 du 2 juillet 2013 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre à jour les prescriptions réglementaires afin que le permis d'exploiter soit en cohérence avec la réalité des activités exploitées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient que l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées :

- un descriptif précis de ses installations et de ses équipements,
- un bilan des activités de l'installation au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- un plan de localisation des équipements sources de rejets atmosphériques et des points de rejet aqueux ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La société ACCURIDE, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 5 Av. Président Coty, à LA CHAPELLE-SAINT-LUC (10600) est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités autorisées sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC par l'arrêté préfectoral n° 2013189\_0009 du 2 juillet 2013 susvisé et les arrêtés de prescriptions complémentaires n° 2013189\_0009 du 3 juin 2014, n° 20150009-0013 du 9 janvier 2015, n° DDT\_SG\_2016106\_0001 du 15 avril 2016, n° PCICP2023332-0003 du 28 novembre 2023, complétés par l'article 2 et 3 du présent arrêté, et sous respect des dispositions réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 2 - BILAN DE CONFORMITÉ**

**L'exploitant réalise sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté,** un bilan de conformité de l'installation par rapport aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de ses arrêtés complémentaires.

**L'exploitant transmet sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté :**

- un descriptif précis de l'ensemble de ses installations et équipements et leur localisation sur un plan détaillé ;
- un bilan des activités de l'installation en regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- un plan de localisation des équipements sources d'émissions de rejets atmosphériques et des points de rejet aqueux (via notamment un plan des réseaux) ;
- un descriptif des points de captage des émissions atmosphériques et aqueux présents sur le site.

### **ARTICLE 3 - ÉMISSION DANS L'AIR**

**L'exploitant réalise sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté,** un état des lieux des produits et substances, utilisées dans son processus de fabrication dans lesquels des solvants sont présents, en mentionnant notamment les mentions de danger associées.

**L'exploitant transmet sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté,** les rapports d'autosurveillance des émissions atmosphériques réalisés en 2023 sur le site, y compris des chaudières.

#### ARTICLE 4 - NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié à la société ACCURIDE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LA CHAPELLE-SAINT-LUC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de LA CHAPELLE-SAINT-LUC, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

#### ARTICLE 5 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 11 DEC. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Mathieu ORSI

#### Délais et voies de recours :

En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.